

Conférence de presse

« Situation économiques, perspectives conjoncturelles et priorités de politique économique pour 2009 »

Mercredi 3 décembre 2008

Seul le texte prononcé fait foi

Politique économique : tenir le bon cap dans un climat difficile

Par Gerold Bühler, président d'economiesuisse

Mesdames et Messieurs,

D'un bout à l'autre de la planète, la crise des marchés financiers pèse sur la politique économique libérale à cause de ses conséquences conjoncturelles. Le régime de l'économie de marché se trouve ici ou là remis en cause parce que cette crise, originaire des Etats-Unis, a rendu nécessaire des interventions massives de l'Etat. De plus, la politique trop longtemps trop accommodante pratiquée par certaines autorités monétaires a favorisé les excès de la branche financière. Les faillites bancaires et l'énorme progression de la dette publique liée aux opérations de sauvetage décidées par les Etats ont encore affaibli la confiance générale.

En tant qu'adepte de l'économie de marché, cette évolution me préoccupe, bien entendu. L'économie faisant partie intégrante de la société, on ne saurait faire abstraction des aléas qu'elle subit, surtout pas dans une démocratie directe. Il me paraît donc évident que des enseignements doivent être tirés par les milieux économiques également. C'est de cette façon seulement que nous parviendrons à rétablir pleinement dans un large public l'acceptabilité du système éprouvé de l'économie de marché. Pour le bien de la compétitivité de notre pays, economie suisse va agir dans ce sens.

Avec toute la considération due, dans une optique libérale également, au rôle de l'Etat comme garant de la stabilité, il convient de souligner toutefois qu'un renforcement massif de l'interventionnisme étatique ne saurait constituer une réponse durable aux problèmes. Les mesures prises par la Banque nationale suisse et d'autres instituts d'émission pour sécuriser le marché monétaire et du crédit ne sont pas contestées par nos milieux. Face à la rapide décélération de la croissance, nous appuyons également les fortes baisses des taux directeurs, d'autant plus que le recul du renchérissement en offre l'opportunité à la Banque nationale. Notre association est également favorable à une meilleure réglementation du système financier, en précisant à ce propos que le souci de la qualité doit demeurer prioritaire.

En revanche la spirale du subventionnement qui s'est amorcée récemment dans plusieurs pays est tout à fait discutable, principalement dans l'optique d'une politique financière axée sur la stabilité. Car elle risque fort de resserrer à l'avenir la marge de manœuvre de la politique financière et d'affecter aussi bien la crédibilité de la politique concurrentielle que la libéralisation multilatérale du commerce.

En Suisse aussi, on ne peut pas ne pas sentir en ce moment un vent contraire souffler sur les réformes visant le renforcement de la concurrence. Et il n'est pas exclu non plus qu'en cas de fléchissement économique prolongé, les autorités helvétiques envisagent un renforcement des interventions de politique conjoncturelle.

Soucieux d'assurer la stabilité financière à long terme et la compétitivité de l'économie suisse, nous estimons au contraire que :

- ni des programmes conjoncturels très coûteux et débordant les limites du cadre du frein à l'endettement, ni
- le renoncement à des réformes destinées à améliorer notre compétitivité

ne servent l'objectif d'une croissance durable. A lui seul, le poids considérable des exportations dans le PIB de la Suisse, soit 290 milliards sur un total de 520 milliards, en dit long sur le peu d'efficacité relative qu'aurait un programme de relance de l'économie domestique.

En revanche, l'effet des stabilisateurs automatiques et la réalisation anticipée de projets mûrs sont des approches de politique conjoncturelle appropriées. economiesuisse est fermement convaincue qu'il faut s'en tenir coûte que coûte, malgré les tendances et les signes de récession observés dans le monde, à la politique respectueuse du marché qui est celle d'aujourd'hui.

Cette politique permet à notre pays de faire très bonne figure face à la concurrence internationale. Nous sommes persuadés qu'il faut maintenir en priorité une politique économique axée sur le renforcement à long terme de la compétitivité.

- Voilà pourquoi nous soutenons tous les efforts visant une reprise des négociations de l'OMC.
- Sur le plan bilatéral, nous mettons la priorité sur le prolongement et l'approfondissement des accords Suisse-UE ainsi que sur l'extension du réseau des accords de libre-échange avec des pays non européens.
- Nos négociations avec l'UE en vue d'un accord de libre échange agricole et d'un accord sur l'électricité doivent être menées à bien.
- Enfin au chapitre de la politique de la concurrence, les mesures mises en œuvre pour ouvrir davantage notre marché (Cassis de Dijon, marché de la Poste, marché de l'électricité), ne doivent pas être bloquées.

Nous avons pris connaissance avec satisfaction du refus populaire de la l'initiative sur l'abaissement de l'âge de la retraite AVS. Nous en tirons ces deux conclusions :

- les mesures d'assainissement des assurances sociales doivent être poursuivies, dans un souci de durabilité ;
- le frein à l'endettement, qui fait ses preuves, doit être étendu aux assurances sociales afin de les renforcer et d'améliorer leur prévisibilité.

Du point de vue de la politique fiscale, le maintien de la compétitivité est un objectif primordial :

- à ce titre, outre la compensation de la progression à froid et les allègements en faveur des familles, les réformes touchant l'imposition (fédérale et cantonale) des entreprises revêtent une grande importance ;
- sur la question de notre différend fiscal avec l'UE, nous réaffirmons qu'il faut absolument préserver la souveraineté de la Suisse ;
- compte tenu de ses effets positifs sur la compétitivité, la concurrence fiscale entre cantons ne doit pas être remise en cause.

Enfin, en ce qui concerne la révision du droit des actions, economiesuisse soutient la proposition du Conseil fédéral de

- renforcer les droits des actionnaires à l'égard des systèmes d'indemnisation et de la rémunération du conseil d'administration.
- De plus, ainsi que nous l'avons précisé en son temps dans l'annexe au Code de bonne pratique, nous soulignons que les systèmes d'incitation doivent absolument viser la durée et pouvoir varier à la hausse ou à la baisse.

Face à la crise de confiance mondiale et à l'inquiétude dont elle s'accompagne, l'économie suisse est mise au défi, elle aussi, d'intervenir dans le débat en faveur du régime d'économie de marché. Dans l'intérêt d'une place économique suisse forte, la priorité doit aller aux efforts permettant de restaurer une large acceptabilité de nos thèses dans l'opinion.

Pour que la Suisse puisse compter demain comme hier au nombre des économies les plus compétitives, nous ne devons pas toucher aux bases de notre politique économique libérale, malgré le fléchissement économique actuel. Plutôt que sacrifier à l'activisme à court terme, il nous faut donc maintenir cette ligne libérale. S'en tenir aux principes de l'économie de marché et renoncer à une spirale des subventions aux conséquences douloureuses renforcera la confiance de tous les acteurs dans la place économique suisse, tout en tenant compte de la dimension sociale de la question grâce aux effets positifs qui en découleront pour la croissance et l'emploi.